

26 août 2022

## Évolutions monétaires – France • Juillet 2022

### La croissance des dépôts à vue continue de se modérer

En rythme annuel, la croissance des dépôts à vue ralentit à nouveau en juillet à + 5,2 % (après + 6,0 % en juin et + 7,5 % en mai). Ce ralentissement s'explique par une diminution de l'encours de dépôts émanant du secteur financier non bancaire, résultant d'arbitrages entre monnaie et titres de la part d'investisseurs institutionnels ; les dépôts des ménages et des SNF continuent quant à eux de croître sur un rythme cohérent avec celui des crédits accordés.

Le taux de croissance de l'agrégat M2 – M1 augmente légèrement (+ 6,6 %, après + 6,3 % en juin) en raison d'une hausse des dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 14,1 %, après + 11,3 % en juin). La croissance des comptes sur livret est quasi stable par rapport aux derniers mois (+ 5,6 %, après + 5,5 % en juin et + 5,6 % en mai).

L'agrégat M3-M2 se contracte de manière importante au mois de juillet (- 6,0 %, après - 2,9 % en juin), en raison d'un très fort recul de la détention de titres d'OPC monétaires (- 20,2 %, après -9,2 % en juin 2022). Cette amplification de la baisse de l'encours en rythme annuel s'explique par de fortes cessions nettes de titres d'OPC monétaires en juillet 2022 contre des achats nets en juillet 2021.

Au total, après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, le taux de croissance de la composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro diminue en juillet 2022 (+ 4,6 %, après + 5,8 % en juin et + 5,5 % en mai).

#### France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

	Encours (en Mds €) (a)	Taux de croissance annuel (en %) (a)		
		juil-22	mai-22	juin-22
Dépôts à vue	1 553	7,5	6,0	5,2
<b>= Ressources résidentes incluses dans M1</b>	<b>1 553</b>	<b>7,5</b>	<b>6,0</b>	<b>5,2</b>
<i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i>	-	7,9	7,1	6,2
Dépôts à terme ≤ 2 ans	133	-6,4	11,3	14,1
+ Comptes sur livret	848	5,6	5,5	5,6
<b>= Ressources résidentes incluses dans M2-M1</b>	<b>980</b>	<b>4,0</b>	<b>6,3</b>	<b>6,6</b>
<i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i>	-	3,9	4,7	5,6
Titres d'OPC monétaires	210	-12,5	-9,2	-20,2
+ Pensions	43	70,4	28,9	53,5
+ Titres de créance ≤ 2 ans	61	-12,2	10,8	40,7
<b>= Ressources résidentes incluses dans M3-M2</b>	<b>315</b>	<b>-5,7</b>	<b>-2,9</b>	<b>-6,0</b>
<i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i>	-	-8,1	-5,5	-4,9
<b>Total des ressources résidentes incluses dans M3</b>	<b>2 848</b>	<b>4,7</b>	<b>5,0</b>	<b>4,3</b>
<i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i>	-	4,5	4,7	4,7
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	291	14,3	12,0	11,0
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	59	10,5	-4,7	25,8
<b>= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro</b>	<b>3 080</b>	<b>5,5</b>	<b>5,8</b>	<b>4,6</b>
<i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i>	-	5,1	5,4	5,3

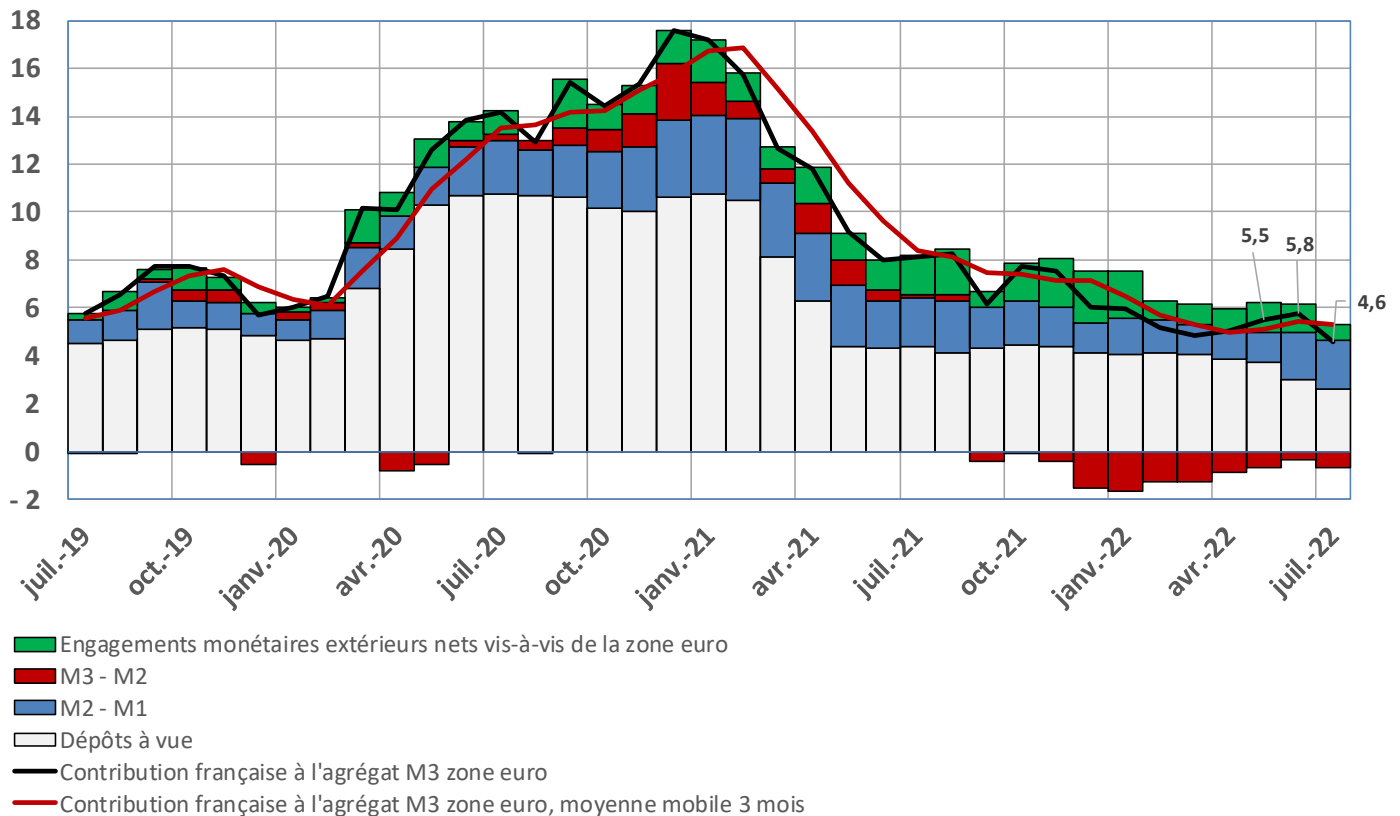
(a) Données cvs.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



## Contributions à la croissance de la composante française de M3

(Taux de croissance annuel en %)



## Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

